



FÉVRIER / 2026



NUANCES

QUELLE RÉFORME POUR NOS PENSIONS?

**OPÉRATION
THERMOS**

Action citoyenne

WAVRE

Découverte

**MICHEL
DE MAEGD**

Interview

WWW.LESENGAGES.BE



SAVE
THE
DATE



08
MARS



JOURNÉE
INTERNATIONALE
DE LUTTE POUR
LES DROITS
DES FEMMES

Agenda



PROTÉGER AUJOURD'HUI GARANTIR DEMAIN

Ce mois de janvier est derrière nous et je souhaite vous remercier sincèrement pour votre présence lors de nos différentes cérémonies de vœux. Ces rendez-vous sont toujours des moments forts : ils nourrissent la convivialité, renforcent le lien humain et donnent tout son sens à notre engagement collectif.

L'année qui commence nous invite également à aborder des enjeux majeurs notamment celui des pensions. Le vieillissement de la population est une évolution démographique naturelle qui témoigne des progrès en matière de santé et

de qualité de vie. À l'horizon 2070, les dépenses sociales liées à l'âge devraient représenter près de 30 % du PIB en Belgique, un niveau supérieur à la moyenne européenne. Afin de garantir la soutenabilité de notre système de protection sociale et dans l'intérêt de toutes les générations, il est de notre devoir d'anticiper cette évolution et de freiner quelque peu l'augmentation des budgets. La réforme engagée vise à assurer la pérennité de notre système, à mieux valoriser le travail tout au long de la carrière et à réduire les inégalités entre statuts, tout en garantissant les droits acquis et l'âge légal de la pension. Elle apporte davantage d'équité pour celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt et offre plus de visibilité pour préparer sereinement la fin de carrière.

Cette capacité à réformer en mettant l'humain au centre, sans dogmatisme, et la crédibilité de notre projet politique se reflètent d'ailleurs dans l'arrivée de Michel De Maegd au sein des Engagés. Son parcours et son expertise dans les relations internationales renforcent notre projet politique commun, et je m'en réjouis. Bienvenue à lui.

Je tiens également à remercier chaleureusement Christophe De Beukelaer pour son engagement au service de Bruxelles et pour le travail accompli avec constance. Enfin, j'adresse tous mes vœux de réussite à Emel Köse, qui reprend le flambeau avec énergie et détermination.



Yvan Verougstraete
Président des Engagés

SOMMAIRE

06

Retour sur L'essentiel

Le récap des dernières news

08

L'analyse

La réforme des pensions

15

&VOUS?

Notre micro-trottoir

16

Interview

Rencontre avec Michel De Maegd

20

Découverte

Wavre, entre géants, poésie et terroir

26

La politique pour les Nuls

Les institutions bruxelloises

28

Action citoyenne

Opération Thermos

30

Génération Engagée

*La jeunesse engagée parle
à ses aînés !*

32

Femmes Engagées

Parcours et inspiration

33

Aînés Engagés

Lire le présent à travers le passé

34

Carte blanche

*Exposer l'extrême droite
pour mieux la désarmer*



“

ACTION CITOYENNE

Quand l'engagement réchauffe les cœurs

Lors des fêtes de fin d'année, Marie Jacqmin, vice-présidente à l'Action citoyenne a souhaité s'engager dans une action de terrain qui lui tenait profondément à cœur : l'Opération Thermos. Elle était accompagnée notamment de Marie Cruysmans et Stéphanie Lange (de gauche à droite sur la photo), députées bruxelloises. Immersion.

TOUT CE QU'IL NE FALLAIT — PAS MANQUER



Michel De Maegd rejoint Les Engagés

Après plusieurs mois de réflexion, **Michel De Maegd** a décidé de rejoindre Les Engagés.

Il y retrouve un libéralisme à visage humain, attaché à l'éthique et à la probité, le respect des institutions et la volonté de rassembler. Un choix de cohérence, fidèle à ses convictions et à son engagement politique. Il s'engage à poursuivre son combat avec sérieux, nuance et sens des responsabilités publiques.

Un soutien exceptionnel de 200€ par place d'accueil

Aider les structures d'accueil existantes pour assurer leur viabilité est une priorité pour notre ministre de la Petite enfance Valérie Lescrenier. Ainsi, la décision de l'ONE d'accorder un soutien financier exceptionnel de 200€ par place, pour tous les milieux d'accueil, lui tient particulièrement à cœur. Ceci s'inscrit dans la ligne de sa politique qui vise deux objectifs principaux : pérenniser les structures d'accueil existantes et autoriser 5.000 nouvelles places pendant cette législature.



Emel Köse succède à Christophe De Beukelaer au Parlement bruxellois

La députée siégera au sein des commissions Égalité des chances, Droits des femmes et Santé. Elle entend s'y investir pleinement, avec une attention particulière portée aux enjeux de santé des Bruxelloises et des Bruxellois, ainsi qu'à l'avenir et au renforcement des hôpitaux bruxellois, au cœur de son engagement.

Vers plus de rationalisation et de cohérence territoriale

Le ministre des Pouvoirs locaux, **François Desquesnes**, accélère la réforme provinciale visant à réduire les niveaux de pouvoir pour plus d'efficacité. Face à des critiques, il défend un recentrage des compétences et affirme que la rationalisation est nécessaire, notamment pour optimiser l'utilisation des finances publiques.



Vers un véritable statut social pour les aidants proches

Les Engagés ont déposé une résolution pour créer un véritable statut social des aidants proches. « Les aidants proches ne sont ni inactifs ni désengagés. Leur indisponibilité pour l'emploi découle d'un engagement indispensable à la société », souligne la députée fédérale Anne Pirson, signataire du texte avec Isabelle Hansez et Aurore Tournier. La résolution vise une reconnaissance juridique claire et des mesures concrètes contre la précarité et l'épuisement.

Budget mobilité : des déplacements plus durables pour tous

Grâce à la réforme du budget mobilité, les travailleurs bénéficient de plus de flexibilité dans leurs déplacements domicile-travail. Ils peuvent choisir des véhicules zéro émission, les transports publics, le vélo ou d'autres alternatives durables. Cette réforme permet de réduire les émissions de CO₂ liées aux transports et d'alléger la pression sur nos routes, souligne Jean-Luc Crucke, ministre fédéral de la Mobilité.



L'ANALYSE

LA REFORME DES PENSIONS

Vivre mieux et plus longtemps est l'une des plus grandes victoires de notre société moderne. Parallèlement, notre système de pensions a été conçu à une époque où le nombre de travailleurs augmentait plus vite que celui des retraités. Les évolutions sociales et démographiques inversent aujourd'hui ce rapport : moins de travailleurs financent davantage de pensions. Afin d'assurer la longévité de ce modèle solidaire, il était indispensable de l'adapter pour garantir aux générations actuelles et futures d'en bénéficier.

DOSSIER PENSION



Réformer les pensions pour renforcer ce pilier de notre modèle social

La Belgique peut être fière de son système de pensions. Il traduit un pacte de solidarité entre les générations : celles qui travaillent aujourd'hui contribuent à offrir à celles qui faisaient tourner le pays hier une retraite digne et sécurisée. C'est un héritage précieux, et pour continuer à en garantir la force il fallait l'adapter afin de renforcer durablement ce pilier de notre modèle social. Une réforme était nécessaire. Alors que, par le passé, d'autres ont préféré la remettre à plus tard, nous avons eu le courage de la mener.

L'évolution démographique est sans appel : nous vivons plus longtemps, et c'est une bonne nouvelle. L'espérance de vie des femmes devrait atteindre près de 89,8 ans en 2070, celle des hommes 88,1 ans, selon les chiffres du Bureau fédéral du Plan. La qualité de vie progresse, la santé aussi. Cette longévité accrue s'accompagne d'un défi collectif : financer les pensions d'un nombre croissant de personnes, et ce, pendant une durée toujours plus longue. Alors que,

parallèlement, la natalité diminue. Ce double mouvement, qu'on appelle le vieillissement de la population, pèse lourdement sur l'équilibre du système. Nos pensions sont prises aujourd'hui dans un véritable étau. La réforme accompagne cette réalité au lieu de la subir.

À l'horizon 2050, la Belgique devrait compter près d'un million de pensionnés supplémentaires, soit les plus de 67 ans, alors que la population de moins de 66 ans devrait rester stable,

selon le Bureau fédéral du Plan. D'après ces projections, le coefficient de dépendance – qui mesure la proportion de personnes âgées de 67 ans et plus par rapport à la population en âge de travailler – passera alors de 28 « seniors » pour 100 actifs aujourd'hui à 43 en 2070.

Aujourd'hui, le coût des pensions s'élève à 60,7 milliards d'euros, soit environ 11% du PIB (la moyenne européenne est à 10%). Sans adaptation, il aurait pu grimper jusqu'à 13,5% en 2070, rendant le système vulnérable car difficilement finançable.

Ce double constat montre à quel point la solidarité devait être mieux organisée pour rester soutenable. La réforme protège les pensions actuelles et futures en assurant un financement stable sur le long terme. C'est une adaptation raisonnée, pensée pour durer, pour rétablir l'équilibre financier sans sacrifier la justice sociale. Elle vise un objectif simple mais essentiel : garantir à chacune et chacun une pension décente, aujourd'hui comme demain.

Un système plus clair pour les pensions anticipées

Un signal important : l'âge légal de la pension reste identique, la réforme ne bouleverse pas la structure fondamentale du système. Les conditions d'accès à la pension anticipée, en revanche, deviennent plus lisibles et mieux adaptées aux réalités contemporaines.

Tout d'abord, en ce qui concerne la date de départ à la pension anticipée, les règles sont clarifiées. À partir de 2027, chaque année devra compter au moins 156 jours de travail effectif pour être reconnue dans une carrière anticipée. Cette réforme apporte une grande nouveauté : la possibilité d'accéder à la pension dès 60 ans pour ceux qui auront accompli 42 ans de carrière

à un rythme soutenu. C'est une mesure ambitieuse et un véritable levier de reconnaissance pour les travailleurs qui ont commencé très tôt et qui occupent pour la plupart un métier considéré comme pénible.

Du côté du montant de la pension, auparavant ceux qui partaient plus tôt percevaient une pension sur une plus longue durée. Pour corriger

cette asymétrie, le malus pension ajuste la pension de ceux qui ne remplissent pas deux conditions essentielles de carrière : une carrière de 35 années comportant chacune au moins 156 jours de travail effectif et 7.020 jours sur l'ensemble de la carrière. Nous avons obtenu deux garanties pour ce point-ci : la première année de travail ne devra comptabiliser que 104 jours, et s'il manque un jour ou l'autre pour valider une année, il sera possible de puiser dans un « pot » de cinq

jours afin de compenser. Pour les personnes répondant aux deux conditions essentielles, ils peuvent partir anticipativement tout en gardant leur pension pleine et entière. C'est un système équitable, transparent et qui récompense les parcours engagés.

De plus, la réforme prévoit une mesure très positive pour valoriser le travail : l'introduction d'un bonus pension moderne bien plus attractif que l'ancien système. Désormais, celui qui prolonge volontairement sa carrière recevra une augmentation permanente de sa pension -entre 2% et 5% selon son année de naissance. C'est un véritable coup de pouce au pouvoir d'achat et une valorisation concrète du travail accompli.

Cette modernisation encourage le choix, l'autonomie, la liberté. Chacun peut adapter sa trajectoire professionnelle selon ses envies et sa situation, sans subir de zones grises ou de règles opaques.

**Coût des
pensions:
60,7
milliards €,
= 11%
du PIB**

Un progrès pour les carrières fragilisées

La réforme répond à un défi central : mieux protéger celles et ceux qui ont connu des parcours professionnels plus hachés. La prise en compte intégrale des périodes de maladie pour garantir l'accès à la pension minimum constitue un progrès social décisif. De nombreuses injustices du passé disparaissent.

La pension minimum est non seulement maintenue, mais consolidée. Elle restera, pour tous ceux qui ont au moins 20 ans de carrière effective (environ 5.000 jours), un filet solide garantissant une retraite décente : environ 1.808 euros pour une personne isolée et 2.260 euros au ménage.

L'effort demandé aux pensions les plus élevées va dans le même sens. Depuis juillet 2025 et ce jusque décembre 2029, uniquement deux fois, la tranche des pensions dépassant 2.000 euros ne sera pas indexée. De plus, l'indexation sera adaptée pour les montants dépassant 5.183 euros, sans aucune conséquence pour les pensions modestes. C'est une mesure ciblée, juste et qui protège précisément ceux qui en ont le plus besoin en demandant un effort aux épaules les plus larges.

En 2024, la pension moyenne des fonctionnaires s'élevait à 3.458 euros, celle des salariés à 1.677 euros et celles des indépendants à 1.222 euros. Les travailleurs du secteur public voient leurs droits évoluer dans le même esprit d'harmonisation. Le passage à un calcul sur l'ensemble de la carrière renforce la cohérence entre les statuts, tout en préservant une transition large et progressive. La fin de la péréquation et l'ajustement des régimes préférentiels modernisent un système qui ne reflétait plus complètement les réalités actuelles du marché du travail.



Il s'agit moins d'une réforme que d'une refondation équilibrée où la solidarité.



Pour les indépendants, le nouveau bonus constitue une avancée majeure.

Pour la première fois, un mécanisme durable et réellement avantageux valorise la prolongation d'activité dans une catégorie professionnelle souvent défavorisée côté pension.

Périodes assimilées : valoriser les engagements personnels et familiaux

En ce qui concerne les périodes assimilées, Les Engagés se sont battus et ont obtenu que les périodes de maladie soient comptabilisées dans

les périodes assimilées dans le cadre du malus. Il n'était pas question pour nous qu'une personne ayant fait face à la maladie durant sa carrière en soit à nouveau pénalisée pour une pension anticipée. Pour la pension minimum, les congés de soins, les congés

parentaux, les périodes de maladie ou de maternité restent pleinement assimilés. La société reconnaît la valeur de ces engagements personnels et familiaux. C'est une victoire pour l'égalité entre les genres, mais aussi pour toutes les personnes ayant dû faire face à des aléas de santé.

De plus, Les Engagés se sont fermement posés en faveur des artistes. Nous avons obtenu que les périodes d'allocations du travail des arts soient désormais assimilées à du chômage temporaire donc à du travail effectif en ce qui concerne le départ anticipé et la pension minimum. Ces périodes ne seront pas plafonnées (comme cela avait été un temps évoqué).

Éviter l'asphyxie

Réformer les pensions n'est jamais un exercice anodin. C'est toucher au cœur de la solidarité sociale. Pourtant, ne rien faire revenait à condamner notre système à l'asphyxie et à fragiliser, à terme, les retraités eux-mêmes.

refuser la facilité du statu quo pour adopter une réforme qui protège les générations présentes et futures. Elle offre également plus de justice entre les statuts, plus de reconnaissance pour les carrières longues et exigeantes, et plus de protection pour les parcours fragiles. Elle maintient la pension minimum, valorise le travail via un bonus structurant, rationalise les règles de pension anticipée et responsabilise chacun dans ses choix.

Les Engagés continuent de se battre pour préserver l'équilibre financier sans sacrifier la justice sociale. Nous avons obtenu des garanties fortes : la pérennité de la pension minimum et de la GRAPA (garantie de revenus aux personnes âgées), la reconnaissance des congés de soin dans le calcul de la carrière, la prise en compte des absences pour raisons médicales, et la demande d'un avis du Bureau fédéral du Plan pour évaluer les impacts sociaux et de genre avant toute mise en œuvre définitive.



Le futur du modèle social belge se joue aujourd'hui.



Info
Intox



ACCORD DE L'HIVER

DES MESURES POUR AMÉLIORER IMMÉDIATEMENT LE QUOTIDIEN DES BELGES

Face aux difficultés et à l'indispensable exercice budgétaire, le gouvernement fédéral **préserve l'essentiel, adopte des mesures pour améliorer immédiatement le quotidien des Belges et veille à ce que chacun fasse sa juste part.**

+ d'infos

Les Engagés

&VOUS?

Version vidéo:



QUEL AVENIR POUR NOS PENSIONS ?

&Vous donne la parole à celles et ceux qui s'interrogent sur l'avenir du système de pensions. Dans les rues, les avis divergent, mais une inquiétude demeure : le modèle actuel pourra-t-il encore tenir face aux défis économiques, démographiques et sociaux des prochaines années ?

Y aura-t-il encore de l'argent pour payer les pensions ?



Laurent

«On peine déjà à équilibrer le système chaque année. Il manque des milliards et, à ce rythme, j'ai du mal à croire que les pensions actuelles pourront être garanties durablement sans changements profonds.»

Emile



«J'ai un peu peur pour ma vieillesse. Je ne sais pas si j'aurai droit à une pension plus tard et ça me pousse à réfléchir très tôt à d'autres moyens de sécuriser mon avenir.»

Responsabilité : citoyen ou État ?



Ilias

«Je ne construis pas mon avenir autour d'une possible pension. Si elle est là, tant mieux, mais je préfère rester autonome et ne pas dépendre d'un système dont l'avenir me paraît incertain.»

Ophélie



«Les pensions sont financées par les cotisations et les impôts collectés par l'État, puis redistribués. Une partie de ce que chacun verse sert à soutenir ceux qui ne travaillent plus.»

Au fil des réponses, un constat s'impose : la pension n'est plus perçue comme un acquis garanti. Les témoignages mettent en lumière les fragilités du système actuel et ses incertitudes. Il était temps de réformer pour sauver notre modèle social, personne ne devrait être inquiet de vieillir.

INTERVIEW



LE CHOIX DE LA NUANCE ET DE L'HUMANISME

Michel De Maegd : Il s'est peut-être invité pendant 20 ans dans votre salon au moment du JT pour vous informer sur ce qu'il se passait dans le monde et vous semble donc familier. Mais connaissez-vous vraiment notre nouveau député fédéral ?

Pour Nuances, nous sommes allés à sa rencontre afin d'en savoir un peu plus sur son passé de journaliste, sur ce qui l'a motivé à entrer en politique en 2019, ainsi que sur les combats qu'il porte au parlement. Nous lui avons évidemment posé la question qui est au bord de toutes les lèvres : qu'est-ce qui l'a motivé à rejoindre notre mouvement ?

Dès le départ, il se présente comme un "vrai zinneke". Né au cœur des Marolles, il a habité de nombreuses communes bruxelloises avant de s'installer, il y a 30 ans, dans le petit village au milieu de la ville qu'est Watermael-Boitsfort, où nous l'avons rencontré. Sous un temps plutôt maussade, mais le cœur ensoleillé, il nous a raconté son histoire, enfin une partie.

Avant d'être élu, tu as travaillé durant 25 ans comme journaliste. Comment cette expérience a-t-elle façonné le député que tu es aujourd'hui ?

On est toujours la somme des expériences passées. Je suis ce que j'ai vécu et ce que j'ai décidé de continuer à vivre, puisqu'en tant que libéral j'essaye de forger mon destin. Et disons qu'en tant que journaliste, j'essayais d'être toujours pédagogue, d'être à l'écoute, d'avoir un esprit critique et pédagogique sur les événements, et ce sont ces outils-là que j'essaye de continuer à utiliser pour avoir une politique de la nuance, qui rassemble et non pas qui divise. C'est tout ce que j'ai vécu sur le terrain qui me nourrit jour après jour pour agir au service du bien commun.





Comme ancien journaliste de guerre, y a-t-il une expérience qui t'a marqué sur le terrain qui te porte encore aujourd'hui ?

Toutes les expériences. Il n'y a pas de classement dans la souffrance. Mais c'est sûr qu'avoir passé un mois lors du génocide au Rwanda, ce sont des souvenirs qui ne s'effaceront jamais, qui resteront ancrés en moi à vie. Le fait d'avoir également été trois mois au Kosovo pendant la guerre, en Bosnie, au Burundi, en Biélorussie, et j'en passe, ce sont des événements qui marquent, qui sont très forts. Mais le commun dénominateur de cette couverture journalistique ce sont les rencontres humaines. Je pense que l'humain doit toujours rester au centre de ce que l'on fait, que ce soit en journalisme, en politique, ou tout simplement dans la vie. Il faut essayer de le servir du mieux que l'on peut dans cette société de plus en plus polarisée.

Depuis 2019 tu es député à la Chambre. Qu'est-ce qui a motivé ton passage du journalisme à la politique ?

Pendant 25 ans en tant que journaliste, j'ai eu la chance d'observer, d'analyser, d'écouter, de poser des questions. J'ai voulu passer de l'observation à l'action et transformer tout ce que j'avais pu connaître et vivre au service de l'intérêt général. Passer à l'action politique c'est une cohérence, c'est une transformation de la somme de mes expériences au service d'autres expériences.

Tu sièges actuellement au sein des commissions des Affaires étrangères, des Questions européennes et de la Coopération au développement. As-tu un dossier que tu as porté dont tu es particulièrement fier ?

Le dossier des adoptions illégales internationales. De nombreuses victimes m'ont interpellé et donc j'ai beaucoup travaillé dessus. J'ai fait adopter deux résolutions à la Chambre qui ont mené le gouvernement à reconnaître officiellement qu'il y a bien eu des adoptions illégales et à reconnaître les victimes. J'ai ensuite fait voter ces textes au niveau international à l'Union interparlementaire. Je suis également allé témoigner à l'ONU avec l'une de ces victimes, et dans un joint statement, les Nations Unies ont déclaré ces enlèvements d'enfants comme étant des "crimes contre l'humanité".

Quelles ont été tes premières impressions de Maxime Prévot en tant que ministre des Affaires étrangères ?

Je le connaissais déjà en tant que député fédéral et j'avais beaucoup d'estime pour lui. Mais en tant que ministre des Affaires étrangères, il a vraiment une plus-value. C'est le sixième ministre en charge de cette matière que je connais, et son atout c'est d'avoir voulu recentrer la diplomatie belge sur le plan des principes. Elle a toujours été un phare dans le respect du droit international et ça doit rester un cap absolu. Il est accroché viscéralement à ces principes, et c'est fondamental pour garder notre grande crédibilité sur la scène internationale. C'est quelqu'un qui a de la vision aussi, et de la conviction. Je suis assez bluffé par la qualité de son travail.

Et avec le président des Engagés Yvan Verougstraete, comment la rencontre s'est-elle passée ?

Avec Yvan, il n'y a pas de hasard, il n'y a que des rencontres, et on s'est rencontrés en discutant sur un socle de valeurs communes. C'était une rencontre très chaleureuse, on se comprenait : il vient du privé et j'ai fait 25 ans dans le privé aussi. Il y avait une forme de connivence, de complicité. C'est quelqu'un de très bienveillant, avec

qui on peut avoir de très belles discussions, sincères, respectueuses et très participatives. Donc un échange très riche sur le plan des valeurs, des idées et des défis à venir dans la société. J'en garde un très bon souvenir, même si c'est assez récent, et depuis on développe une très belle relation. Il y a aussi une très belle complicité entre Maxime et lui.

Est-ce cette rencontre qui a motivé ton choix de rejoindre Les Engagés ?

Ce qui m'a convaincu réellement c'est d'être en phase avec mon socle de valeurs que j'avais viscéralement décidé de défendre en entrant en politique. C'était aussi le fait de rejoindre un mouvement pour lequel la probité et l'éthique en politique ce n'est pas qu'un slogan, c'est une réalité. Il faut servir le citoyen et non pas se servir. Et bien sûr le rapport humain fait le reste.

Tu te dis libéral-social-humaniste. Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ?

Pour moi, les libertés sont des valeurs cardinales de mon corpus politique : la liberté de penser, d'expression et de la presse en tant qu'ancien journaliste, pour moi, ce contre-pouvoir est fondamental. Mais c'est bien sûr aussi le côté social, c'est-à-dire ne pas laisser les gens en chemin. Là, la solidarité doit rentrer en ligne de compte pour permettre à chacun d'avoir un rebond. Et puis humaniste, parce que l'État de droit, la démocratie et le droit international doivent rester des caps absolus, mais aussi la dignité humaine. Elle a traversé tout mon engagement, toute ma vie au travers de ce que j'ai pu faire auparavant comme journaliste et puis, aujourd'hui, comme homme engagé en politique. Ces valeurs cardinales font que je me sens parfaitement bien chez Les Engagés.

Comment as-tu été accueilli par les militants et les élus au sein du Mouvement ?

Waouw ! J'ai juste envie de dire : Waouw !

J'ai toujours eu un rapport très étroit avec les militants du Mouvement réformateur. J'allais à leur rencontre et j'ai toujours eu beaucoup de

bienveillance de leur part. D'ailleurs, j'en retrouve qui nous rejoignent - j'en ai croisé aux différents vœux- parce qu'ils sont en phase avec ce que je défends comme principes et comme idées. Les Engagés c'est un parti de la nuance, entre le centre-droit, le centre-gauche, et le centre-vert, qui cherche à rassembler plutôt qu'à diviser.

Les élus des Engagés m'ont accueilli avec beaucoup de bienveillance, certains me disant qu'ils avaient espéré me voir arriver depuis un petit temps. Et du côté des militants... ça a été extraordinaire ! J'ai eu droit à une belle ovation et à un accueil très chaleureux. Et croyez-moi, ça m'a touché au cœur.

Depuis ton arrivée au sein du Mouvement, comment te sens-tu ?

Je me sens merveilleusement bien, serein, en phase avec mes valeurs. Libéré. Je me sens chaleureusement accueilli. Le courage de changer, je pense que ce n'est pas seulement un slogan. C'est que, quand on franchit le pas, on est libéré de toute une série de choses, de contraintes, et pour un libéral c'est fondamental. Merci pour cela et merci de m'accueillir avec autant de bienveillance.



Version
vidéo



DÉCOUVERTE

WAVRE

Version
vidéo



WAVRE, ENTRE GÉANTS, POÉSIE ET TERROIR

Notre balade avec le bourgmestre Benoît Thoreau



Commune : **Wavre**
Province : **Brabant wallon**
Habitants : **35.581**
Gentilé : **Wavrien(ne)**
Superficie : **42,11 km²**



La visite de Wavre commence par un échange chaleureux avec son bourgmestre, Benoît Thoreau, qui donne le ton : ici, chaque coin de rue, chaque monument raconte une histoire. Entre patrimoine, folklore, culture et dynamisme économique,

la ville se révèle dans toute sa vitalité, fière de ses racines et animée par de nombreux projets pour l'avenir. Embarquez avec nous pour cette immersion au cœur de cette ville en mouvement.

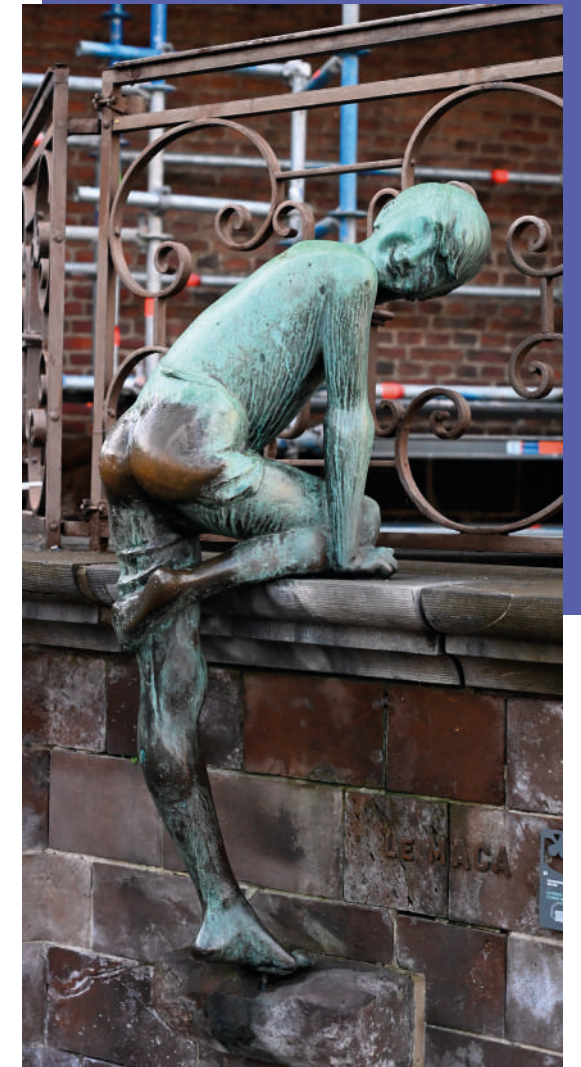
Folklore et regards géants

Entre deux portes apparaissent Jean, Alice et le jeune Maca. Ces géants du folklore de Wavre font partie de l'histoire de la ville depuis le Moyen Âge et restent aujourd'hui des symboles forts de son identité. Présents lors des fêtes et des grands moments de la vie locale, ils rappellent le lien profond entre les Wavriens et leur passé.

Jean et Alice sont liés à un événement majeur de l'histoire de Wavre. En 1222, ils accordèrent aux habitants les Chartes des Libertés et Franchises. Grâce à ces chartes, les bourgeois obtinrent davantage de droits et une plus grande autonomie, marquant une étape importante vers l'indépendance de la ville. Leur figure incarne encore aujourd'hui la liberté, la justice et la fierté communale.



Le jeune Maca, quant à lui, représente le côté malicieux et populaire de Wavre. Espiègle et attachant, il symbolise l'esprit frondeur de ses habitants. De plus, une statue du garçon est installée sur le perron de l'Hôtel de Ville et est devenue un véritable rituel : selon la tradition, toucher le Maca porterait chance, un geste simple, devenu au fil du temps un véritable rituel porte-bonheur.



Fresques et héritages

Au détour d'une école, une fresque signée Roger Leloup, créateur de Yoko Tsuno et résident de Wavre pendant des années, habille le mur principal. Un peu plus loin, une fresque dédiée à Maurice Carême révèle un pan vivant de l'histoire littéraire locale. Même marquée par le passage d'un camion, elle conserve ce calme particulier qui flotte autour des poètes. Des plaques murales disséminées dans la ville et une boucle de promenade portant son nom prolongent ce dialogue discret entre Wavre et son artiste emblématique.



Rencontres et commerce vivant

La visite nous conduit ensuite chez Jean-Marc, commerçant passionné. Ici, le commerce n'est pas seulement une affaire de vente : c'est une conversation continue. Les clients ne sont pas des numéros, mais des visages connus, des histoires qui reviennent et s'ajoutent les unes aux autres. Le bourgmestre nous rappelle combien ce tissu commercial constitue une force essentielle pour Wavre. Un lien humain que les grandes surfaces et les achats en ligne ne pourront jamais imiter.



Vers la Coupe du monde

Casques sur la tête, nous entrons dans le nouveau stade de hockey, encore en chantier. Dans quelques mois, dix mille spectateurs par jour s'y presseront pour la Coupe du monde. Wavre se prépare à accueillir le monde, à devenir le centre d'un été sportif intense. Le bourgmestre évoque cette perspective avec une fierté simple, presque contagieuse, et le chantier semble déjà bruisser de futurs applaudissements.



Le hockey belge, en quelques années, est passé du statut de discipline relativement confidentielle à celui de véritable fierté nationale. Les Red Lions et les Red Panthers ont placé le pays sur la carte internationale, avec des titres majeurs comme la Coupe du monde 2018 pour les Red Lions et de multiples podiums européens et mondiaux. Cette progression inspire des milliers de jeunes à rejoindre les clubs, transformant Wavre et d'autres villes en véritables pépinières de talents.

La Coupe du monde à Wavre sera plus qu'un événement sportif : elle symbolise la montée en puissance du hockey belge, le rayonnement mondial de la discipline et la célébration des performances collectives et individuelles.

Du 15 au 30 août 2026, les tribunes vibreront et la Belgique brillera une nouvelle fois sur la scène mondiale du hockey.

Patrimoine au calme

La visite s'achève devant la ferme de Lostée, l'une des quatre grandes fermes historiques de la ville, encore en activité. Une arche s'ouvre sur une cour où le temps avance différemment. Plus loin, les vestiges d'une villa gallo-romaine apparaissent, immense, ancienne, presque secrète. L'une des plus grandes de Belgique. Sous nos pas, l'histoire continue de vibrer.

Nous quittons Wavre avec le sentiment d'avoir traversé une ville où l'histoire et l'avenir se répondent avec évidence. Forte de son identité et de son patrimoine, elle avance avec confiance, portée par de nombreux projets qui dessinent déjà le Wavre de demain. Une ville vivante, qui conjugue continuité et ambition, et qui trace son avenir avec clarté et détermination.

LA POLITIQUE POUR LES NULS



Par
**Victor
Wiard**

Victor Wiard, président de la Fédération bruxelloise des Engagés et échevin à Watermael-Boitsfort, nous explique le blocage de la formation du gouvernement bruxellois.

Capitale de la Belgique et de l'Europe, Bruxelles est une Région à part. Son fonctionnement institutionnel est souvent jugé complexe et parfois caricaturé... et pourtant il est essentiel à comprendre pour saisir les enjeux politiques bruxellois, y compris le long blocage gouvernemental que nous espérons bientôt derrière nous.

Une Région née du compromis... Qui fait quoi à Bruxelles ?

La Région de Bruxelles-Capitale voit le jour en 1989. Elle est le fruit d'un compromis historique : reconnaître Bruxelles comme une Région à part entière, tout en garantissant l'équilibre entre ses deux grandes communautés linguistiques. Cette histoire explique beaucoup de choses : Bruxelles est jeune, dense, bilingue... et institutionnellement exigeante.

À Bruxelles, le **Parlement de la Région (PRB)** gère les matières territoriales : mobilité, logement, économie, environnement, urbanisme.

“

La Région bruxelloise (et le blocage) pour les nuls (ou presque)

Les matières dites « personnalisables » (santé, aide sociale, petite enfance, culture...) relèvent des **Commissions communautaires**. La **Cocom** (Commission communautaire commune) agit pour l'ensemble des Bruxellois.e.s, francophones et néerlandophones. La **COCOF** (Commission communautaire française) exerce certaines compétences uniquement pour les francophones. Ce millefeuille institutionnel peut surprendre, mais il vise une chose : garantir des politiques adaptées dans une ville bilingue. *Pour aller plus loin, nous vous invitons à relire l'article de cet été consacré à la COCOF et à la Cocom par Gladys Kazadi, cheffe de groupe au Parlement bruxellois.*

Comprendre le blocage

Former un gouvernement bruxellois nécessite une **double majorité** : une majorité globale au parlement, mais aussi une majorité dans chaque groupe linguistique. C'est une garantie démocratique essentielle, mais elle rend la construction de coalitions plus fragile qu'ailleurs. La fragmentation actuelle du paysage politique bruxellois (tant côté néerlandophone que francophone) complexifie encore plus l'obtention de cette double majorité.

Mais le blocage politique de plus de 550 jours n'est pas le fruit d'un seul facteur, les causes sont également financières car Bruxelles assume des charges uniques : navetteurs, institutions internationales, pauvreté urbaine, infrastructures métropolitaines. Pourtant, une grande partie de la richesse produite sur son territoire est taxée ailleurs. Cette assiette budgétaire limitée rend l'action publique plus difficile et renforce l'importance de choix politiques clairs et responsables.

La vision des Engagés

À Bruxelles, gouverner exige du dialogue, de la confiance et un sens aigu du compromis. Pour Les Engagés, la complexité institutionnelle ne peut jamais servir d'excuse à l'inaction. Nous défendons une Région qui coopère mieux, qui simplifie ce qui peut l'être, et qui place l'humain au centre des politiques publiques. À Bruxelles, notre force repose sur un travail **concerté entre les députés, la Fédération bruxelloise et les élus locaux**, ainsi que celui de notre négociateur en la personne de **notre président, Yvan Verougstraete**. C'est ensemble, en croisant les réalités du terrain et le travail parlementaire, que nous portons des solutions crédibles et utiles aux Bruxellois.e.s.

Et maintenant ?

Si un nouveau gouvernement est enfin en place au moment où vous lisez ces lignes, ce sera la preuve que le compromis reste possible. Et si ce n'est pas encore le cas, une chose est sûre : Bruxelles mérite un gouvernement stable, ambitieux et à la hauteur de ses défis. Comprendre ses institutions, c'est déjà commencer à les faire fonctionner mieux.



QUAND L'ENGAGEMENT RÉCHAUFFE LES COEURS

Deux actions solidaires pour lutter contre l'isolement et la précarité



Opération Thermos : une solidarité essentielle au cœur de l'hiver

Lors des fêtes de fin d'année, Marie Jacqmin, vice-présidente à l'Action citoyenne a souhaité s'engager dans une action de terrain qui lui tenait profondément à cœur : l'Opération Thermos. Une initiative emblématique de solidarité, portée par l'envie simple mais essentielle d'aller à la rencontre des personnes sans-abri, juste avant une période particulièrement difficile pour elles car le froid s'intensifie et les inégalités se font encore plus visibles.

Pour cette action, ce sont les délégué.e.s des bassins de vie de Bruxelles qui ont été mobilisé.e.s. La soirée a débuté par un moment collectif fort : la préparation du repas. Tous ensemble, les volontaires se sont retrouvés en cuisine pour élaborer les plats qui allaient être ensuite distribués. Un temps de collaboration, de convivialité et de sens, qui a permis de rappeler que la solidarité commence avec cette volonté de rassembler.

Une fois les repas prêts, ils ont été soigneusement emballés avant de prendre la direction de la station de métro Botanique, à Bruxelles. Sur place, l'objectif était clair : distribuer des repas chauds avec une réelle disponibilité humaine. Car au-delà de l'aide alimentaire, l'Opération Thermos vise avant tout l'échange et le partage.

Cette soirée était un véritable succès, tant par l'organisation que par la qualité des rencontres vécues. Elle a confirmé l'importance de ce type d'initiative, surtout à l'approche des fêtes, période où la solitude peut être encore plus pesante.

Convaincus de l'utilité et de la portée humaine de cette action, nous renouvellerons certainement ce projet à l'avenir, avec la même volonté : être présents sur le terrain, créer du lien et faire vivre concrètement les valeurs de solidarité et d'engagement citoyen.

Merci aux délégué.e.s, aux député.e.s et aux adhérent.e.s qui se sont mobilisés pour cette belle cause !

Opération cougnous : faire plaisir à nos aînés

Fort du succès rencontré les années précédentes et des nombreux retours positifs, l'initiative a pris cette année une toute nouvelle dimension. En tant que vice-présidente à l'action citoyenne, Marie a souhaité élargir le projet et le porter à une échelle beaucoup plus large. Elle a ainsi invité l'ensemble des délégué.e.s de bassin de vie, tant à Bruxelles qu'en Wallonie, à participer à cette distribution symbolique mais profondément humaine.



Le résultat a largement dépassé les attentes. Partout, les cougnous distribués ont été accompagnés de sourires sincères, de moments de partage, de rencontres parfois inattendues et même de chaleureuses retrouvailles. Bien au-delà d'un simple présent, cette action a permis de créer du lien, de rappeler à nos aînés qu'ils comptent et qu'ils ne sont pas oubliés.

Une chose est certaine : cette opération a réchauffé les cœurs, autant ceux qui ont reçu que ceux qui ont donné, et illustre parfaitement l'importance des actions de proximité et de solidarité qui font vivre nos valeurs.



Soutenez l'association, ce sont des gestes concrets qui font une réelle différence sur le terrain.

Les dons peuvent être versés sur le compte **BE87 7320 6865 1294**, avec la mention « don » en communication.

Version vidéo





LA JEUNESSE ENGAGÉE PARLE À SES AÎNÉS !



Anxiété climatique, insécurité économique, montée des extrêmes et bousclements géopolitiques constituent désormais l'horizon dans lequel les jeunes se construisent. Face à ce constat, deux options s'offrent à nous : subir ou agir. Pour nous, le choix est clair. Plutôt que de céder au découragement, nos jeunes ont décidé de s'investir pour transformer leurs inquiétudes en propositions concrètes. Après un an de réflexion au sein de neuf groupes de travail, ces propositions ont été formalisées en motions et adoptées lors de notre Convention du 15 novembre 2025. En voici un aperçu.

Revitaliser la démocratie pour préparer l'avenir

Parce qu'aucune transition ne peut réussir sans institutions solides, Génération Engagée place la démocratie au cœur de ses priorités. Encore faut-il qu'elle soit vivante, pluraliste et représentative. À cet égard, le rôle des organisations de jeunesse politiques est essentiel à nos yeux.

La démocratie ne s'économise pas

Supprimer le financement public des jeunes politiques, c'est fragiliser leur indépendance et appauvrir le débat. Nous défendons un financement autonome, distinct des partis, garant d'espaces de formation citoyenne, de débat et d'expression critique. Investir dans la jeunesse

politique, c'est investir dans l'avenir démocratique. À ce propos, Noha Devillers, président de Génération Engagée, complète : « Je respecte les contraintes budgétaires auxquelles le gouvernement est confronté. Je reste toutefois convaincu que la participation politique indépendante des jeunes mérite d'être protégée. Elle constitue une richesse pour notre démocratie et pour le dialogue entre générations. »

Réconcilier écologie, justice sociale et souveraineté

La question climatique structure désormais toutes les autres. Pour nous, il ne s'agit plus d'un enjeu abstrait, mais d'une condition essentielle d'un avenir vivable.

Un mix énergétique souverain et décarboné

Face à l'urgence climatique et aux tensions géopolitiques, Génération Engagée défend une transition énergétique pragmatique, fondée sur la science. Sortie progressive des énergies fossiles, développement des renouvelables et maintien du nucléaire sous conditions strictes de sécurité : l'objectif est clair, une énergie propre, abordable et produite de manière souveraine. À cet égard, Golhaï Bastien, membre du GT Environnement, rappelle que « face aux crises environnementales et géopolitiques, il est indispensable de développer un mix énergétique propre et indépendant des approvisionnements extérieurs ».

Garantir un enseignement réellement accessible

Parce que l'égalité des chances commence à l'école, Génération Engagée défend un enseignement capable d'accueillir chaque jeune selon ses besoins et son parcours.

Pour une inclusion scolaire équilibrée

L'inclusion ne peut être un slogan. Elle doit avant tout servir l'intérêt de chaque enfant, y compris des élèves porteurs de handicap. Nous plaçons pour une complémentarité renforcée entre enseignement ordinaire et spécialisé, appuyée par des moyens suffisants, des pôles territoriaux décentralisés et une meilleure formation des enseignants. « Chaque enfant en situation de handicap doit pouvoir apprendre dans un environnement qui respecte ses besoins et ses choix. Il est urgent de lever les obstacles et de développer des accompagnements adaptés afin que personne ne soit laissé de côté », appuie Florence Dalem, co-représentante de la Fédération namuroise.



Rétablir l'équité fiscale

Enfin, aucune société plus juste ne peut se construire sans une contribution équitable de chacun.



Instaurer une taxe Zucman

Face à l'explosion des inégalités, Génération Engagée soutient l'instauration d'une taxe Zucman sur les patrimoines les plus élevés. L'objectif : garantir que les épaules les plus larges contribuent davantage, lutter contre l'évasion fiscale et restaurer la progressivité de l'impôt. « La concentration des capitaux conduit à une augmentation des inégalités et un déplacement des revenus du travail vers les revenus du capital. Pour assurer que chacun puisse vivre dans la dignité et assurer le financement de nos services publics, la fiscalisation efficace du patrimoine et de ses revenus devient une nécessité. La taxe dite « Zucman » participe à cette orientation politique en touchant les plus hauts patrimoines » conclut Cédric Lemaire, rédacteur de la motion.



Ces motions ne sont ni des postures ni des promesses abstraites. Elles sont le fruit d'un travail collectif, exigeant et démocratique. À travers elles, Génération Engagée affirme une conviction forte : face aux crises, la jeunesse refuse le fatalisme. Elle choisit d'agir, de proposer et de construire une société plus juste, plus durable et plus solidaire.

PARCOURS ET INSPIRATION

Retour sur une soirée d'échanges avec les Femmes Engagées du Brabant wallon



Reçues par la vice-présidente des Femmes Engagées, Aimée Rulinda, cette soirée a mis en lumière quatre parcours singuliers, reliés par une même conviction : la politique n'a de sens que lorsqu'elle s'ancre dans le vécu et qu'elle ose faire bouger les lignes.

Par **Lyseline Louvigny**
Présidente des Femmes Engagées



Lyseline Louvigny,
Présidente des Femmes Engagées
et échevine à Tubize, elle grandit

dans une famille nombreuse et observe les réalités sociales, notamment le combat des familles monoparentales. Son entrée au Parlement wallon comme députée en 2017 se fait alors qu'elle est jeune maman – une exception à l'époque. Cette position lui permet de porter des sujets longtemps jugés secondaires : égalité, sexisme, congés parentaux, violences de genre.

“Faire entrer en politique des sujets dits secondaires, c'est en réalité changer la société en profondeur.”



Maha Karim-Hosselet
Présidente du Conseil provincial, elle vient du monde de l'entrepreneuriat. En 2021, elle fonde le

groupe Facebook “SuperWomen Brabant wallon” avec 23.000 membres. D'origine libanaise, elle s'intéresse très tôt à la politique internationale. Son engagement est guidé par une recherche constante d'impact concret sur la vie des gens. Elle reconnaît qu'il faut aussi une carapace pour pouvoir durer en politique.

“L'engagement n'a de sens que s'il améliore le quotidien.”

Les parcours partagés ce soir-là sont différents : l'engagement citoyen, l'entrepreneuriat, le journalisme, la société civile, la maternité, les combats féministes, et les responsabilités locales ou provinciales. Mais un fil les relie : l'envie d'avoir un impact réel sur la vie des gens.

Armelle Gysen

Députée wallonne, elle n'était pas destinée à entrer en politique.

Journaliste indépendante pendant vingt-cinq ans, où elle fait face à du machisme dans les médias, elle entre dans l'arène politique avec des convictions solides. Éluë contre les pronostics, elle démontre que ce n'est pas facile mais que la place est là pour les femmes. Plus que jamais, les femmes ont un rôle politique à jouer.

“Il faut donner du sens à ce que l'on fait grâce à notre parcours de vie. Il faut mener ses combats avec ses tripes et son cœur.”



Anouck Billiet

Échevine à Louvain-la-Neuve, elle a travaillé pour la ministre Alda Greoli, qui lui a beaucoup appris. Éluë en 2024, elle rappelle que la politique n'est pas une voie réservée, mais un espace à conquérir pour celles qui osent. Elle était impertinente étant jeune et c'était vu comme un défaut. Aujourd'hui son impertinence lui sert dans son mandat politique !

“Notre plus grande peur n'est pas d'échouer mais de briller.”

LIRE LE PRÉSENT À TRAVERS LE PASSÉ

Plongée dans la quadrilogie des “Années Glorieuses” de Pierre Lemaitre

Par **Anne Declercq**, Membre des Aînés Engagés

Pour débiter cette année, nous vous invitons à découvrir la quadrilogie consacrée aux “Trente Glorieuses” de Pierre Lemaitre qui a pour ambition de raconter la France d'après-guerre. Dans Le Grand Monde, Le Silence et la Colère, Un avenir radieux et le tout récent Les Belles Promesses, il orchestre une immersion dans les bouleversements d'une société en pleine mutation à travers une saga familiale foisonnante.

Cette fresque romanesque dévoile une France qui se reconstruit, se modernise, s'enrichit, mais laisse aussi sur le bas-côté ceux que le progrès dépasse. Une époque en apparence lumineuse, traversée pourtant de tensions qui résonnent encore aujourd'hui.



Des thèmes d'hier qui éclairent nos débats d'aujourd'hui

Si l'action se situe dans l'immédiat après-guerre, les enjeux sociaux mis en scène par Pierre Lemaitre frappent par leur actualité.

1 L'expansion économique : promesse et fracture

Industrialisation, consommation de masse, urbanisation rapide... La modernisation crée des gagnants, mais aussi des oubliés. Une dynamique qui fait écho aux tensions contemporaines : mondialisation contestée, sentiment d'abandon dans certaines professions, inquiétudes face au marché du travail. Pierre Lemaitre rappelle que la croissance, sans redistribution, creuse les écarts.

2 L'impérialisme des grandes puissances : un miroir géopolitique

En arrière-plan, l'influence des nations occidentales dans la reconstruction européenne renvoie aux rivalités actuelles entre grandes puissances, aux débats sur la souveraineté énergétique ou industrielle, et au poids des multinationales dans certaines décisions politiques.

3 Les fractures sociales : un fil rouge intemporel

Revendications salariales, pouvoir d'achat, fragilité des familles face au coût de la vie : les trajectoires des personnages résonnent avec les préoccupations d'aujourd'hui.

4 Le progrès technique : entre fascination et crainte

L'enthousiasme des années 50-60 face à la modernisation rappelle nos propres ambivalences devant l'intelligence artificielle, la transition numérique ou les défis environnementaux.

La force de cette quadrilogie est de rendre lisible notre présent à travers le passé. Pierre Lemaitre met en lumière des tensions toujours à l'œuvre : inégalités, domination économique, quête de sens dans un monde en mutation. Une lecture précieuse pour comprendre d'où nous venons et imaginer ce que nous voulons construire. En tant qu'Aînés Engagés, nous veillons à ce que chacun trouve sa place dans la société qui se dessine.

EXPOSER L'EXTRÊME DROITE POUR MIEUX LA DÉSARMER



+ d'infos

Par Mounir Laarissi, député bruxellois



Nous vivons une époque de turbulences politiques. Partout dans le monde, les populismes et les extrémismes gagnent du terrain. Et la Belgique n'est pas épargnée. En Flandre, le Vlaams Belang progresse à un rythme inquiétant. Alors, plutôt que de subir, il nous faut comprendre. Comprendre pour résister. Résister pour préserver ce qui fait la force de notre démocratie.

C'est pourquoi je vous propose, dans ce premier numéro Nuances de l'année 2026, d'aborder la question de l'extrême droite en trois temps : définir l'idéologie, exposer ses méthodes et ses stratégies, et enfin désarmer la menace qu'elle représente.

Définir l'extrême droite

Pour combattre un danger, il faut d'abord le nommer. L'extrême droite repose sur trois piliers idéologiques : l'inégalitarisme, le nationalisme et le sécuritarisme.

D'abord, l'inégalitarisme, l'idée selon laquelle tous les êtres humains ne se valent pas. Ce discours hiérarchise les individus selon leur origine,



leur culture ou leur religion. Et depuis les années 1980, l'extrême droite a remplacé le mot « race » par des expressions plus acceptables comme « culture » ou « identité », mais le fond reste le même : dire que certains seraient « inassimilables ». Ensuite, le nationalisme, cette idée d'une nation prétendument « pure », menacée par l'extérieur. Un nationalisme défensif, centré sur la peur de l'autre et la nostalgie d'un passé idéalisé.

Enfin, le sécuritarisme, qui réclame toujours plus de contrôle, de surveillance et de coercition, au nom de la protection de la nation. Ces trois ressorts – inégalitarisme, nationalisme, sécuritarisme – s'enchevêtrent pour former le cœur idéologique de l'extrême droite contemporaine.

Exposer ses méthodes et ses stratégies

L'extrême droite ne conquiert pas toujours le pouvoir par les urnes. Souvent, elle infiltre le débat public et les politiques sans gouverner.

En Belgique, la loi définit l'extrémisme comme tout discours contraire aux droits humains et à l'État de droit. Pourtant, certaines propositions jadis marginales se retrouvent aujourd'hui

banalisées. Ainsi, de nombreuses mesures du programme du Vlaams Blok dans les années 1990 ont fini par influencer des politiques concrètes, même sans que l'extrême droite soit au pouvoir. Et plus récemment, en 2024, l'entrée du Vlaams Belang dans plusieurs exécutifs communaux, à Ninove notamment, marque une nouvelle étape.

Comment l'extrême droite y parvient-elle ? Par une propagande opportuniste, qui exploite le malaise social et la colère populaire. Elle s'installe là où les autres partis ont déserté, crée un lien de proximité, joue sur le sentiment d'abandon. Mais son outil le plus puissant, ce sont les réseaux sociaux. Ces plateformes privilégient l'émotion, la peur et la colère. Les algorithmes polarisent les opinions. Les « fake news » se répètent jusqu'à devenir crédibles.

Pour contrer cela, il faut des réponses adaptées : la technique du « sandwich » de la vérité – rappeler les faits, dénoncer le mensonge, puis réaffirmer les faits – et le « pre-bunking », c'est-à-dire anticiper les fausses informations avant qu'elles ne circulent.

Désarmer la menace

Désarmer l'extrême droite, ce n'est pas restreindre la liberté d'opinion, c'est défendre la démocratie. Et pour cela, la Belgique dispose d'outils précieux.

Le **cordon sanitaire médiatique**, d'abord. Il ne s'agit pas de censure, mais de responsabilité. Ce principe empêche que des idées contraires aux droits fondamentaux soient diffusées sans contradiction. C'est ce cordon qui, depuis trente ans, a protégé la Wallonie et la Belgique francophone d'une percée durable de l'extrême droite.

Ensuite, la **Charte de la démocratie**, adoptée par les partis démocratiques. Elle rappelle les valeurs essentielles : la tolérance, la diversité, la modération du discours, le refus de toute complaisance envers l'extrême droite. Ce texte, même non contraignant, sert de boussole morale collective.

Mais au-delà des outils, c'est sur le terrain des idées que la bataille doit se jouer. Défendre la démocratie, c'est refuser la banalisation. C'est rappeler, sans relâche, que derrière la façade d'un discours séduisant se cache toujours la même rhétorique de haine et d'inégalitarisme.

Désarmer l'extrême droite, c'est donc révéler ce qu'elle est, montrer comment elle agit, et renforcer ensemble notre résilience démocratique.

C'est ce message puissant que sont venus nous rappeler, le 12 novembre dernier, dans l'hémicycle du Parlement bruxellois, **Jean Faniel**¹ (CRISP), **François Heinderyckx**² (Université libre de Bruxelles) et **François Debras**³ (Université de Liège), et trois éminents chercheurs, spécialistes de l'extrême droite, à l'occasion de la conférence que j'ai eu le plaisir et l'honneur d'organiser. Ils ont réaffirmé avec brio cet objectif simple mais fondamental : « **exposer l'extrême droite pour mieux la désarmer** ».



VOEUX 2026 MERCI À TOUTES ET TOUS!



Galerie
photos



C'est pour lui.

Parce qu'un travail peut transformer une vie, épanouir, responsabiliser et (re)donner du sens, nous faisons le choix de mesures courageuses qui permettent à chacun de faire sa part et de trouver sa voie. Nous modernisons le marché de l'emploi pour mieux valoriser celles et ceux qui travaillent, accompagner celles et ceux qui en ont le plus besoin et garantir la soutenabilité de notre système.

**Protéger aujourd'hui.
Garantir demain.**



À VOUS DE JOUER !

Les mots peuvent être cachés horizontalement, verticalement ou en diagonale.

E	N	G	A	G	E	M	E	N	T	G	A	E	A
D	R	C	G	A	C	L	M	S	T	A	T	U	T
R	E	H	F	S	L	U	O	D	E	E	L	N	S
I	T	K	S	A	Q	L	L	I	F	S	A	A	E
N	R	Q	T	G	M	C	O	T	S	M	F	P	C
D	A	J	P	E	S	I	D	C	U	I	O	E	U
E	I	B	A	S	T	W	L	U	A	R	R	N	R
P	T	X	V	S	O	G	W	L	X	T	E	S	I
E	E	L	R	E	U	M	P	J	E	C	I	I	T
N	C	O	T	I	S	A	T	I	O	N	R	O	E
D	T	R	A	N	S	M	I	S	S	I	O	N	N
A	G	E	N	E	R	A	T	I	O	N	H	P	L
N	I	U	P	R	O	T	E	C	T	I	O	N	C
T	E	E	S	O	L	I	D	A	R	I	T	E	X

- | | |
|-------------|--------------|
| Allocation | Cotisation |
| Culture | Engagement |
| Famille | Generation |
| Independant | Loisirs |
| Pension | Protection |
| Retraite | Sagesse |
| Securite | Solidarite |
| Statut | Transmission |

Intermédiaire

			1	4		3	6	
3				8				9
		4			2		1	
		2	7					
		6		9		2		
					6	7		
	6		4			8		
9				1				2
	1	8		6	3			

Expert

			3	2				
			6		4			
5	7						4	8
3			1				9	
		9		7		1		
	5				9			7
6	8						1	2
				3		7		
					6	9		



C'est pour elle.

Parce que nous refusons l'idée que nos enfants vivent moins bien que nous, nous prenons les mesures ambitieuses pour préserver notre modèle social, garantir des soins de santé, protéger notre environnement et moderniser le marché de l'emploi. Pour que les enfants d'aujourd'hui s'épanouissent demain.

Protéger aujourd'hui.
Garantir demain.

LE COURAGE DE CHANGER



PEFC
10-32-2225

Promouvoir la gestion
durable de la forêt
www.pefc.be